



St-Denis le 17 février 2022

Communiqué de presse de l'Intersyndicale de la Région Réunion

La Région : Bato fou ? Oussa Huguette i rale anou ?

Après plusieurs mois d'alerte à la nouvelle majorité, et de trop nombreux courriers de demandes d'audience restés sans réponse, les organisations syndicales représentantes du personnel de la Région Réunion se constituent pour la première fois en Intersyndicale, et dénoncent l'absence totale de dialogue social au sein de la pyramide, ainsi qu'une profonde désorganisation des services, instaurant un climat délétère et malsain.

De ce manque de considération pour les syndicats et élus du personnel découle un enchaînement de problématiques en cascade, dont la résolution devient plus qu'urgente.

Un « dialogue social de qualité » ? Une mascarade !

Le « dialogue social de qualité » se limite dorénavant à mettre les représentants du personnel devant le fait accompli, en procédant par des décisions déjà prises et arbitraires.

Les sujets réglementaires, comme la situation sanitaire, le télétravail des agents, ou encore les déménagements des services, ne sont plus traités avec les agents, subissant une véritable marche forcée. Le cadre légal n'est plus respecté, y compris les convocations de base.

Visiblement, pour l'essentiel, il n'y a plus de légitimité de nos instances !

Une politique de précarisation des emplois des Réunionnais

Le non renouvellement des contractuels de la collectivité est devenu quasi systématique, les postes n'étant bien souvent plus publiés en anticipation. Ce sont ainsi plus de 400 familles qui ont d'ores et déjà été impactées !!!

Pour les quelques agents repris à leurs postes, et approchant de l'ancienneté requise, la pratique consiste désormais à procéder à des ruptures de contrat sur un ou deux mois, pour ne pas avoir tout bonnement à les CDIser.

Si aucun coup d'arrêt n'est porté à ces méthodes, une énième vague d'arrêts brutaux de contrats va déferler à nouveau le 27 mars.

Mise en danger de la vie d'autrui

La mesure de télétravail sanitaire de 3 jours par semaine est possible pour plus de 400 agents de la Région. Alors que celle-ci a fait ses preuves l'an dernier sur plusieurs mois, elle n'a pas été reconduite malgré les recommandations nationales, alors que la Réunion connaît depuis janvier ses taux record de contamination, et que d'autres administrations et entreprises le font actuellement sans difficultés majeures.

Les cas Covid se sont multipliés à la Région, générant des contaminations en chaîne avec un impact sur nos vies, et la réalisation du service public.

La mobilisation récente de certains de nos collègues au Siège, alors que les conditions météorologiques étaient fortement tendues, est également devenue une source d'inquiétude.

Souffrance au travail et désorganisation des services

L'absence de réponses sur les arbitrages du quotidien est malheureusement devenue monnaie courante. Quand il s'agit de traiter les situations exceptionnelles et urgentes, la pression finit par devenir difficilement gérable.

La collectivité régionale oscille actuellement entre surcharge de travail, en particulier pour les agents des lycées, fortement impactés par le Covid, et sans télétravail possible, et l'inactivité totale dans des secteurs entiers des politiques publiques régionales.

Le sentiment de défiance est plus que perceptible chez les agents, profondément chahutés par l'absence de directive claire quant au maintien de leurs missions, et les résultats d'un audit sans cesse repoussé.

Sans compter ce discrédit perpétuel, porté sur de nombreux agents, non plus considérés comme des fonctionnaires, mais comme des représentants de l'ancienne mandature, donc à abattre.

L'heure est grave !

La non prise en compte à ce stade des revendications de l'Intersyndicale amènerait, sans nul doute, à passer un cap vers l'organisation d'actions plus musclées.